

AUTEURS

Martial VIALLEIX,
Thomas CORMIER

Des signaux faibles de déclin en contexte métropolitain ? Exemple(s) en Île-de-France

RÉSUMÉ

Complexe, multidimensionnelle et affectant de plus en plus de pays à l'échelle mondiale, la décroissance urbaine est devenue un champ de recherche consolidé, sur et autour d'un phénomène qui s'impose progressivement comme l'un des enjeux essentiels de la réalité urbaine contemporaine. Notre travail vient questionner la place de ce phénomène, sous une ou plusieurs formes par rapport aux terrains généralement considérés lorsqu'on l'étudie. Il s'agit à la fois de dégager des formes nouvelles du phénomène à l'échelle locale (communale) en contexte métropolitain (région Île-de-France) et de tenter une mise en relation d'une situation de déclin démographique et économique avec des indicateurs environnementaux. Ainsi, nous montrons que des « signaux faibles » de déclin peuvent exister au sein d'une aire urbaine dite « gagnante » de la mondialisation, affectant des petites et moyennes villes, et que ces signaux ne se traduisent pas nécessairement par des dynamiques environnementales vertueuses.

MOTS CLÉS

déclin urbain, transition écologique, métropolisation, Île-de-France, petites et moyennes villes

ABSTRACT

As a major and growing issue for many cities across the world, studying shrinking cities has become a more and more investigated research field. Our work aims to tackle shrinkage's role and characteristics from an atypical perspective. Indeed, its focus lies on the case of Paris Region, an eminent winner of the globalisation, by trying to reveal some decline weak signs at municipal scale. Our study also aims to underline some links that associate urban decline with ecological transition, meaning that environmental performance might be favoured by population and jobs reduction. Finally, using different but perfectible methods, we emphasise that weak signs of decline exist in a same urban metropolitan area, that it is affecting small and medium size cities, and that it is difficult to relate this local phenomenon with efficient environmental dynamics.

KEYWORDS

Urban decline, Ecological transition, Metropolisation, Paris Region, Small and medium size cities

1. LA DÉCROISSANCE URBAINE : UN CHAMP DE RECHERCHE CONSOLIDÉ

Complexe, multidimensionnelle et affectant de plus en plus de pays à l'échelle mondiale, la décroissance urbaine est devenue un champ de recherche consolidé, sur et autour d'un phénomène qui s'impose progressivement comme un enjeu essentiel de la réalité urbaine contemporaine (Cauchi-Duval *et al.*, 2016; Haase *et al.*, 2016; Fol & Cunningham-Sabot, 2010).

Elle désigne les conséquences territoriales, c'est-à-dire, démographiques (vieillesse, faible natalité, etc.), économiques (chômage, perte d'attractivité résidentielle, etc.), mais aussi physiques et matérielles (démolitions, vacance des logements, friches, etc.) du déclin d'espaces relégués en marge de la globalisation. Véritable réaction en chaîne de problèmes (Gamberini, 2011), elle doit être saisie en articulant ses divers facteurs dans une perspective indissociable de l'histoire des villes (Fol & Cunningham-Sabot, 2010). Si la décroissance urbaine est éminemment diversifiée (échelles, temporalités, causes, etc.) (Haase *et al.*, 2016; Fol & Cunningham-Sabot, 2010), nous proposons ici de retenir trois de ses caractéristiques :

- Tout d'abord, son caractère « tabou ». Bien qu'il concerne un nombre croissant de territoires, ce phénomène silencieux demeure aujourd'hui absent des débats publics et projets politiques, plutôt tournés vers une logique standardisée au service du contrôle ou de l'accompagnement de la croissance et de l'attractivité (Cauchi-Duval *et al.*, 2016; Bernt *et al.*, 2014; Fol & Cunningham-Sabot, 2010).

- Ensuite, l'idée selon laquelle, dans la perspective d'une transition socio-écologique, la décroissance urbaine serait l'occasion d'imaginer et de gérer autrement les espaces urbains, nécessitant une réflexion approfondie autour des instruments, échelles et acteurs classiques des politiques urbaines (Miot & Rousseau, 2017; Cauchi-Duval *et al.*, 2016; Gamberini, 2011; Fol & Cunningham-Sabot, 2010).
- Enfin, il nous semble que la plupart des travaux sur la décroissance urbaine abordent le sujet soit dans un contexte de pays ou de régions urbaines en déclin structurel (économique et/ou démographique), soit dans un contexte de marginalité vis-à-vis de la mondialisation (par exemple la « diagonale du vide en France »). Saint-Étienne, Liverpool, Leipzig, Donetsk ou certaines villes de la Rust Belt aux États-Unis ou du Japon constituent désormais des exemples bien documentés de la décroissance urbaine (Cauchi-Duval *et al.*, 2016; Haase *et al.*, 2016; Bernt *et al.*, 2014; Buhnik, 2010; Fol & Cunningham-Sabot, 2010). N'y a-t-il pas aussi matière à regarder le phénomène sur des territoires « gagnants » de la métropolisation, à l'image de Hartt (2018) ?

2. MÉTHODE, PROBLÉMATIQUE ET LIMITES

Le présent travail vise à appréhender ce que nous considérons comme deux angles encore insuffisamment explorés de ce champ de recherche afin de :

- dégager des formes nouvelles du phénomène à l'échelle locale : la métropolisation et la théorie du ruissellement qui l'accompagne sont-elles homogènes pour l'ensemble des espaces urbains au sein d'une même aire fonctionnelle ?
- tenter une mise en relation de signes de déclin démographique et économique avec des indicateurs environnementaux : la situation de déclin s'accompagne-t-elle de dynamiques plus vertueuses sur le plan environnemental ?

Pour cela, le cas de l'Île-de-France sera analysé. La région rassemble 19% de la population nationale, 23% des emplois et 31% du PIB en 2019¹, et sa population augmente sans cesse depuis 1968 (9,2 millions d'habitants) passant à 12,1 millions en 2016 d'après l'Insee. Le choix de la région francilienne, territoire moteur à l'échelle nationale et européenne, n'est évidemment pas sans poser question lorsque l'on s'intéresse à la décroissance urbaine. C'est pour cela que nous privilégierons l'expression « signaux faibles de déclin » à la notion de « décroissance urbaine » tant cette dernière se réfère à des contextes territoriaux qui se démarquent de notre cas d'étude. De plus, l'existence même de petites et moyennes villes dans l'armature d'une seule et même aire urbaine, dont l'influence métropolitaine dépasse largement les frontières régionales, peut être interrogée... Nous nous inscrivons ici dans le prolongement de travaux récents de L'Institut Paris Region démontrant qu'il y a bel et bien un tissu de petites et moyennes villes en Île-de-France et qu'elles connaissent des trajectoires et des dynamiques territoriales diversifiées (Le Goff, 2019).

La méthode retenue dans le cadre de notre travail consiste à analyser l'évolution de deux indicateurs d'entrée pour identifier ces signaux faibles : l'évolution de la population et de l'emploi à l'échelle des communes franciliennes sur quatre périodes. Le choix de ces intervalles se justifie pour des conditions d'accès aux données socio-économiques de l'Insee (issues du Recensement de la population 2016), mais aussi pour des raisons de concordance avec les indicateurs environnementaux considérés dans ce travail (ENERGIF² et MOS³).

Ce choix permet de se rapprocher de la volonté de la session du colloque 2020 du CIST de « mettre en perspective les travaux sur le rôle des petites et moyennes villes dans les systèmes urbains et sur leur environnement local ». En revanche, il implique de garder à l'esprit une limite relative aux effets d'échelles, c'est-à-dire aux interdépendances fortes entre villes et territoires au sein d'une même aire urbaine. Ces dynamiques peuvent expliquer des évolutions démographiques et/ou économiques qui nécessiteraient un travail d'analyse (non réalisé ici) à un niveau plus « macro » (par exemple intercommunalités).

3. DES TRAJECTOIRES DE DÉCLIN VARIÉES EN CONTEXTE MÉTROPOLITAIN

L'établissement de l'échantillon a fait l'objet de plusieurs considérations. Il a pour base les 1 276 communes franciliennes au 1^{er} janvier 2018, sélectionnées en fonction des critères suivants :

- l'évolution du nombre d'habitants de chaque commune entre 1982 et 2016 : si, sur la période, l'Île-de-France gagne plus de 2 millions d'habitants, 58 communes abritent en 2016 un nombre d'habitants inférieur à celui de 1982 ;

1 Sources : chiffres clés de la région Île-de-France, Institut Paris Region, Insee Île-de-France, CCI Paris Île-de-France [en ligne : www.cci-paris-idf.fr/sites/default/files/crocis/wysiwyg/Chiffres-cles-2019-light.pdf, consulté le 21/11/2019].

2 L'ensemble des données relatives aux émissions de gaz à effet de serre (GES) sont issues de l'outil ENERGIF, base agréant les consommations d'énergie et les émissions de GES afférentes [en ligne : sigr.iau-idf.fr/webapps/cartes/rose].

3 Le mode d'occupation du sol (MOS) est un outil de suivi et d'analyse de l'occupation du sol francilien, développé par l'Institut Paris Region.

– l'évolution du nombre d'emplois de chaque commune entre 1982 et 2016 : tandis que la région gagne près d'un million d'emplois entre 1982 et 2016, 395 communes affichent une régression de leurs effectifs sur la même période.

Pour rendre compte des fluctuations des évolutions de population et d'emploi entre 1982 et 2016, un découpage en quatre périodes a été opéré (1982-1990, 1990-1999, 1999-2008 et 2008-2016). Cette approche permet de suivre de manière fine les trajectoires des communes au cours des 35 dernières années, davantage caractérisées par des alternances entre gain et perte de population ou d'emploi que par des dynamiques continues. De plus, elle renseigne sur l'ancienneté des phénomènes de déprise observés.

Selon cette analyse, nous considérons comme « en déclin » les communes ayant cumulé, de manière conjointe mais pas nécessairement concomitante, perte de population et perte d'emplois sur tout ou partie des quatre périodes étudiées. Nous écartons toutefois de l'analyse les communes ayant connu cette situation moins de 50 % du pas de temps étudié (c'est-à-dire sur moins de deux périodes parmi les quatre considérées), afin de nous focaliser sur les communes ayant connu un déclin possiblement structurant, et non éphémère.

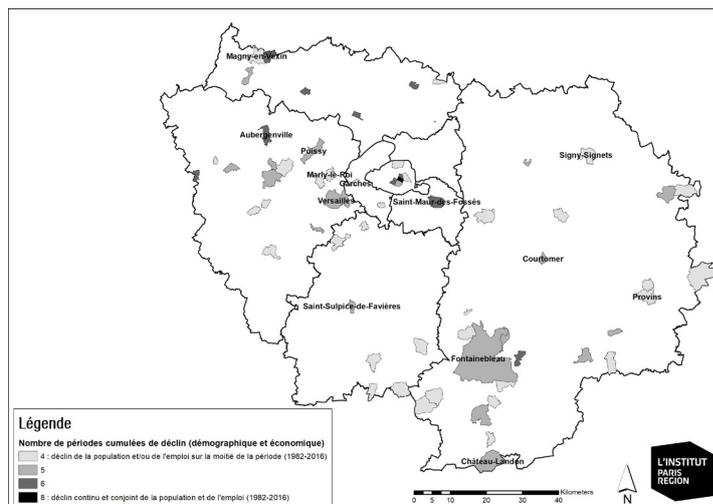
Tableau 1. Différentes trajectoires de déclin

Evolution de la population	Evolution de l'emploi
Négative sur les 4 périodes étudiées Paris 4 ^e arrondissement Paris 6 ^e arrondissement	Négative sur les 4 périodes étudiées Paris 4 ^e arrondissement Courcelles-sur-Viosne Beauchamp
Négative sur 3 périodes étudiées Versailles Saint-Maur-des-Fossés Nucourt	Négative sur 3 périodes étudiées Poissy Château-Landon Épinay-Champlâtreux
Négative sur 2 périodes étudiées	Négative sur 2 périodes étudiées
Négative sur 1 période étudiée	Négative sur 1 période étudiée
Positive sur les 4 périodes étudiées	Positive sur les 4 périodes étudiées

141 communes répondent à ces critères. Elles peuvent être classées selon 9 trajectoires possibles (tabl. 1). En 2016, elles rassemblent en moyenne 18888 habitants et 12697 emplois (pour un total de 22% de la population régionale et 31% de l'emploi régional).

À partir de là, il nous a semblé utile d'ajouter un autre critère d'analyse : le caractère récent ou non du déclin, l'avantage étant de pouvoir associer à notre échantillon des indicateurs environnementaux dont on dispose uniquement sur une période récente. Ainsi, sur ces 141 communes, 64 ont connu une baisse cumulée de leur population et de leurs emplois entre 2008 et 2016. Ce groupe rassemble des petites villes qui comptent en moyenne 14539 habitants et 7857 emplois (pour un total de 8% de la population et 9% de l'emploi régionaux). Elles sont réparties très majoritairement en grande couronne (fig. 1) à la fois en Seine-et-Marne (25 communes), dans les Yvelines (15) et dans le Val d'Oise (8). Six arrondissements parisiens y figurent également.

Figure 1. Répartition des 64 communes de l'échantillon selon l'intensité du déclin démographique et économique



Prises dans leur ensemble, les communes de l'échantillon affichent des indicateurs de richesse et de développement supérieurs à la moyenne régionale : l'indice de développement humain (IDH-2) y est de 0,61 contre 0,56 à l'échelle régionale en 2013, et le revenu annuel médian par unité de consommation s'élève à 25457 € contre 24560 € en Île-de-France en 2014. Cependant, ce panel abrite des situations très contrastées, entre territoires très aisés (Milon-la-Chapelle, Noisy-le-Roi, Crespières, Garches ou Gif-sur-Yvette) et villes plus modestes telles que Château-Landon, Provins ou Champagne-sur-Seine. Dans ces communes, l'IDH-2 est

faible, le revenu annuel médian par unité de consommation avoisine les 20 000 € et le chômage des 15-64 ans atteint 18%, voire 19% à Provins.

L'analyse semble donc indiquer que l'influence métropolitaine francilienne, qui dépasse les frontières régionales et se caractérise par un dynamisme tant économique que démographique, ne s'accompagne pas d'un effet d'entraînement sur l'ensemble de son armature territoriale, composée d'une multitude de petites et moyennes villes. Dans les faits, les signaux faibles de déclin observés sur les communes de l'échantillon ont des causes très variées qui demanderaient à être mieux caractérisées. Il peut s'agir :

- De situations d'exclusion ou de marginalité vis-à-vis du système métropolitain, à l'exemple de communes affectées par de profondes mutations d'emploi. Cela concerne autant des bourgs et villages que des villes petites et moyennes de grande couronne (dont 3 font partie des 18 villes petites et moyennes retenues dans l'étude de Le Goff, 2019 sur les villes des franges de l'agglomération francilienne : Provins, Fontainebleau et Magny-en-Vexin) ;
 - De choix politiques et de stratégies d'urbanisme « défensives », dans le but de préserver le cadre de vie de communes aisées ou situées dans un espace naturel remarquable (communes situées autour de la limite départementale Hauts-de-Seine / Yvelines ou dans un parc naturel régional) ;
 - De tensions liées au marché privé (prix du foncier ou de l'immobilier) ou à l'arrivée de nouveaux acteurs échappant à l'intervention publique, de type Airbnb (notamment dans les arrondissements centraux de Paris).
- Il serait intéressant de déterminer les facteurs qui ont conduit à cette situation ainsi que les réponses (ou l'absence de réponses) qui lui sont apportées.

4. UN DÉCLIN SYNONYME DE DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT PLUS VERTUEUSES ?

En matière d'environnement, seules 8 des 64 communes de l'échantillon n'ont pas diminué leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) entre 2005 et 2015. Globalement, les communes dites en déclin les ont diminuées de 27 %, ce qui est légèrement supérieur à la variation francilienne (21 %).

L'analyse de relations entre performance environnementale et situation de déclin n'est pas évidente. D'une manière générale, les communes de notre échantillon les ayant le plus diminuées accueillent des installations industrielles qui peuvent générer des pollutions (par exemple, les usines Renault à Aubergenville et Peugeot à Poissy, le site 3M France à Beauchamp). Cependant, sur les 20 communes franciliennes les ayant le plus diminuées en valeur absolue, seules Aubergenville (5^e) et Poissy (20^e) figurent dans le classement. En valeur relative, Aubergenville (3^e), Épinay-Champlatreux (4^e) et Beauchamp (15^e) se trouvent parmi les communes qui les ont diminuées de plus de 45 %.

Cependant, à l'échelle régionale, les communes qui ont le plus diminué leurs émissions de GES (Grandpuits-Bailly-Carrois, Argenteuil, Saint-Ouen, Vitry-sur-Seine, Nanterre...) sont des communes où l'industrie a été historiquement implantée ou qui possèdent des équipements de services urbains (incinérateurs, chaufferies ou centrales thermiques...) d'envergure. Ce sont plutôt des facteurs technologiques, plutôt que socio-économiques, qui semblent donc expliquer la baisse des émissions de GES (tabl. 2) en lien avec les évolutions réglementaires (par exemple, mise aux normes environnementales d'installations) et une tendance plus profonde affectant le territoire régional comme national de déclin des activités productives et/ou utilisant des énergies fossiles.

Tableau 2. Émissions de gaz à effet de serre. Sources : ENERGIF, V2, décembre 2018

Emissions	Echantillon de 64 communes en déclin	Île-de-France
Emissions GES directes et indirectes en 2005 (kt)	3 482,6	51 152,1
Emissions GES directes et indirectes en 2015 (kt)	2 547,9	40 460,2
Variation	-934,7, soit -27%	-12 023,9, soit -25%
Emissions GES directes en 2005 (kt)	2 842,2	47 844,5
Emissions GES directes en 2015 (kt)	1 979,9	35 820,6
Variation	-862,3, soit -30,3%	-10 691,9, soit -21%

En matière de consommation d'espace, selon le MOS, les 64 communes de l'échantillon ne sont responsables que de 4% de la consommation d'espace francilien entre 1982 et 2016 (soit 939 ha). Leur dynamique d'urbanisation traduit cependant un phénomène marqué d'étalement urbain.

Ainsi, leurs surfaces urbanisées construites⁴ ont augmenté de 13% entre 1982 et 2016, tandis que le nombre total de leurs habitants et emplois a diminué dans le même temps de 1%. Cette déconnexion entre rythme d'urbanisation et dynamiques de population et d'emploi se vérifie également à l'échelle régionale, mais dans une moindre mesure : alors que les espaces urbanisés construits y progressent de 27 %, l'augmentation des

4 On entend par « surfaces urbanisées construites » les espaces repérés au MOS qui ne relèvent ni des espaces naturels, agricoles ou forestiers (NAF), ni des espaces ouverts urbains (golfs, parcs, jardins, etc.).

habitants et des emplois régionaux s'élève à 21 %. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer l'urbanisation relativement importante des communes de l'échantillon, une fois confrontées à leurs dynamiques de population et d'emploi. La production de formes urbaines peu denses en est une, tout comme la présence d'un taux de renouvellement urbain faible et l'accueil d'activités « extra-communales » (usines, carrières, déchetteries...).

CONCLUSION

En conclusion, notre communication révèle les multiples visages du déclin sur une même aire urbaine qui gagne des habitants et de l'emploi dans le cadre de son insertion dans la globalisation. Nous avons testé ici une méthode très perfectible, et il en existe probablement bien d'autres, qui illustre le phénomène sur un échantillon de 64 communes représentant 8 % de la population régionale et 9 % de l'emploi régional. Nous constatons par ailleurs que cette forme de déclin est difficilement associable à une situation de transition écologique dans la mesure où les indicateurs utilisés ne reflètent pas de dynamiques territoriales nécessairement plus vertueuses par rapport au niveau régional ou départemental. Explorer la corrélation entre déclin et transition écologique semble ainsi être un exercice complexe, et ce notamment dans même aire métropolitaine où les dynamiques et les flux tendent à se mêler. Compte tenu de la diversité des communes présentes dans notre échantillon de travail, il serait intéressant d'approfondir la caractérisation des profils socio-économiques de ces petites et moyennes villes et d'étudier leurs politiques urbaines plus en détail. Au final, ce travail nous amène à questionner la pertinence même de l'usage du terme « déclin » pour l'Île-de-France.

RÉFÉRENCES

- Bernt M., Haase A., Großmann K., Cocks M., Couch C., Cortese C., Krzysztofik R., 2014, "How does(n't) Urban Shrinkage Get onto the Agenda? Experiences from Leipzig, Liverpool, Genoa and Bytom", *International Journal of Urban and Regional Research*, 38(5), p. 1749-1766 [en ligne: www.onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1468-2427.12101, consulté le 24/11/2019].
- Buhnik S., 2010, "From Shrinking Cities to Toshi No Shukusho. Identifying Patterns of Urban Shrinkage in the Osaka Metropolitan Area", *Berkeley Planning Journal*, 23(1), p. 132-155 [en ligne: www.escholarship.org/uc/item/2df4m61b, consulté le 22/11/2019].
- Cauchi-Duval N., Béal V., Rousseau M., 2016, « La décroissance urbaine en France: des villes sans politique », *Espaces populations sociétés*, n° 2015/3-2016/1 [en ligne: journals.openedition.org/eps/6112, consulté le 24/11/2019].
- Fol S., Cunningham-Sabot E. C., 2010, « "Déclin urbain" et *shrinking cities*: une évaluation critique des approches de la décroissance urbaine », *Annales de géographie*, n° 674, p. 359-383 [en ligne: www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2010-4-page-359.htm, consulté le 22/11/2019].
- Gamberini J., 2011, « Rétrécissement urbain et conditions d'innovations pour un développement durable: le cas de l'enjeu énergie-climat », *Géocarrefour*, 86(2), p. 139-150 [en ligne: journals.openedition.org/geocarrefour/8354?lang=en, consulté le 24/11/2019].
- Haase A., Bernt M., Großmann K., Mykhnenko V., Rink D., 2016, "Varieties of shrinkage in European cities", *European Urban and Regional Studies*, 23(1), p. 86-102 [en ligne: journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0969776413481985, consulté le 24/11/2019].
- Hart M., 2019, "The Prevalence of Prosperous Shrinking Cities", *Annals of the American Association of Geographers*, 109(5), p. 1651-1670.
- Le Goff T., 2019, *Villes des franges de l'agglomération parisienne*, Paris, Institut Paris Region [en ligne: www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/villes-des-franges-de-lagglomeration-parisienne.html, consulté le 08/01/2020].
- Miot Y., Rousseau M., 2017, « Décroître pour survivre ? Démolitions et transition énergétique à Vitry-le-François », *Métropolitiques* [en ligne: www.metropolitiques.eu/Decroitre-pour-survivre.html, consulté le 22/11/2019].

LES AUTEURS

Martial Vialleix

Institut Paris Region
UP1 – Géographie-cités
martial.vialleix@institutparisregion.fr

Thomas Cormier

Institut Paris Region
thomas.cormier@institutparisregion.fr